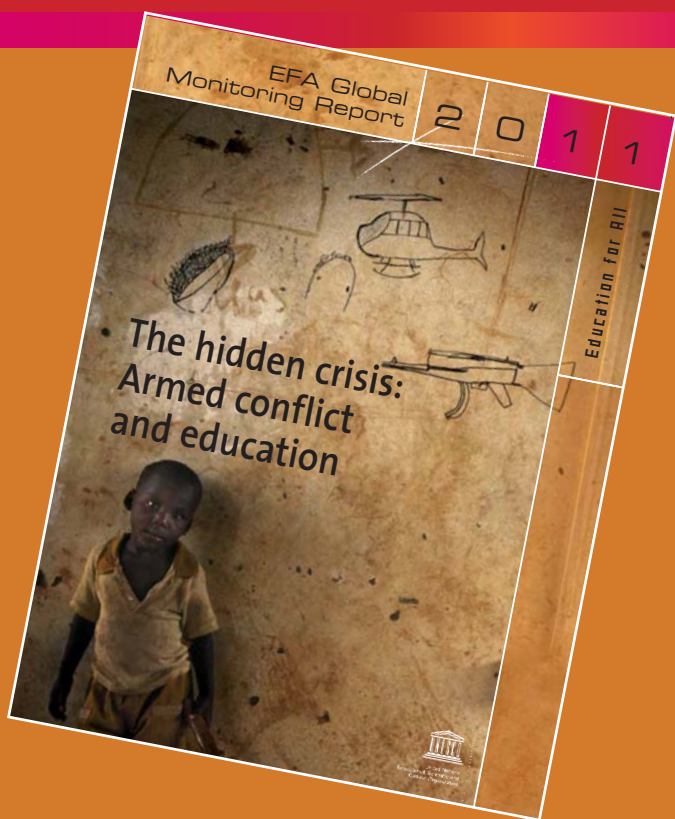


# Education pour Tous d'ici 2015

La réponse de l'Internationale de l'Education au Rapport mondial de suivi 2010



- ❖ Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- ❖ Rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous
- ❖ Développer l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes
- ❖ Accroître de 50 % le taux d'alphabétisation des adultes
- ❖ Atteindre la parité entre les sexes d'ici 2005 et l'égalité d'ici 2015
- ❖ Améliorer la qualité de l'enseignement



EDUCATION INTERNATIONAL  
INTERNACIONAL DE L'EDUCACION  
INTERNACIONAL DE LA EDUCACIÓN

[www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org)



## Cher lecteur, chère lectrice,

Les dix années écoulées ont été marquées par quelques progrès dans la réalisation de l'Éducation pour tous (EPT). Toutefois, l'une des raisons pour lesquelles cet objectif est enlisé sont les conflits armés qui détruisent les infrastructures scolaires et ôtent la vie à des garçons et des filles innocents dans de nombreuses régions du monde.

Cette année, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous brosse le portrait désolant de la manière dont certains gouvernements continuent à gaspiller leurs maigres ressources pour financer des guerres, des ressources qui auraient été mieux utilisées pour progresser dans la voie de l'éducation pour tous. Ainsi, vingt et un pays à faible revenu dépensent actuellement plus pour de l'armement que pour des écoles primaires. S'ils réduisaient leurs dépenses militaires de 10 pour cent, 9,5 millions d'enfants supplémentaires pourraient aller à l'école.

Le Rapport mondial de suivi révèle également que 42 pour cent des enfants non scolarisés vivent dans des pays touchés par un conflit. Les attaques systématiques contre les écoles, les élèves et les enseignants, y compris les agressions sexuelles à l'égard des jeunes filles et des femmes, et le recrutement d'enfants-soldats se poursuivent sans relâche dans de trop nombreuses parties du monde. Les conséquences sont considérables: crainte accrue des enfants d'aller à l'école, réticence des parents à envoyer leurs enfants



Toutes les photos proviennent du RMS 2011 / © Unesco  
(veuillez vous référer au site pour de plus amples informations)



à l'école et peur permanente des enseignants quant aux répercussions de leur enseignement. Il est donc capital de faire en sorte que l'éducation soit protégée contre la violence et les conflits armés pour réaliser l'Éducation pour tous et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière d'éducation.

L'Internationale de l'Éducation maintient que l'une des clés de la paix est l'éducation. Nous souhaitons dès lors vous prier instamment, vous et votre organisation, de continuer à défendre la fourniture d'une éducation aux quatre coins du monde et à faire des écoles des sanctuaires, garantissant la paix et la sécurité à tous les enfants, garçons et filles, aux enseignants et au personnel de soutien ainsi qu'aux communautés.

Cette publication présente un résumé et une analyse du Rapport mondial de suivi de cette année. Elle met en lumière les principales conclusions et propose des pistes pour que vous puissiez utiliser ces données pour protéger l'éducation dans votre pays, ainsi que les enfants et les enseignants dans les zones touchées par un conflit.

  
Fred van Leeuwen  
General Secretary





## Astuces pour utiliser ce guide

*Le guide présente les principales conclusions des six chapitres qui composent le Rapport mondial de suivi. Cette brochure contient les éléments suivants:*

- 1. Résumé et analyse des principales conclusions*
- 2. Statistiques utiles*
- 3. Suggestions pour de nouvelles actions ou des ressources supplémentaires de l'IE.*

*Ce guide constituera un outil de référence utile dans vos efforts de plaidoyer nationaux afin de faire avancer les objectifs de l'EPT. Vous pouvez nous aider à améliorer cette publication en nous faisant parvenir vos commentaires: [headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org).*

*Avis: Le rapport complet est disponible sur le site internet du Rapport mondial de suivi. Vous pouvez également télécharger les résultats ventilés en rapports régionaux. Pour ce faire, suivez le lien: <http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/>*



Internationale de l'Éducation

## Synthèse des données statistiques essentielles

<i>Nombre total d'enfants non scolarisés (primaire)</i>	<i>67 millions</i>
<i>Nombre d'enfants non scolarisés dans des pays touchés par un conflit</i>	<i>28 millions</i>
<i>Nombre estimé d'adultes analphabètes</i>	<i>796 millions (dont près des 2/3 sont des femmes)</i>
<i>Nombre d'enseignants nécessaires pour atteindre l'EPU en 2015</i>	<i>9,1 millions</i>
<i>Nombre de postes d'enseignants supplémentaires pour atteindre l'EPU en 2015</i>	<i>1,9 million</i>
<i>Déficit annuel de financement extérieur de l'éducation</i>	<i>16 milliards d'USD</i>



## Progrès dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (RMS), publié chaque année par l'équipe du RMS sous les auspices de l'UNESCO, surveille et analyse les tendances internationales, régionales et nationales des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT).

Le message essentiel du Rapport mondial de suivi 2011, qui est repris dans chacun des rapports précédents, est que la plupart des objectifs de l'EPT fixés pour 2015 seront loin d'être atteints. Globalement, les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de l'EPT ont été lents et inégaux et les gouvernements ne tiennent pas leurs engagements collectifs envers l'éducation.

Le Rapport mondial de suivi corrobore l'argument avancé par l'IE, selon lequel il incombe aux gouvernements et aux pouvoirs publics de faire en sorte que tous les citoyens aient accès à des services publics de qualité en matière d'éducation. Au-delà de l'urgence que les gouvernements redoublent d'efforts pour atteindre les objectifs de l'EPT et combler le déficit de financement de l'éducation à l'horizon 2015, les investissements dans l'éducation doivent se poursuivre bien après que les objectifs auront été réalisés.

La surveillance des six objectifs de l'EPT dans le rapport révèle qu'il reste beaucoup à faire partout dans le monde. Vous trouverez ci-dessous un bref résumé des principales sources de préoccupation mises en lumière par le Rapport mondial de suivi et nécessitant une action concertée et ciblée des gouvernements nationaux et de la communauté internationale. N'hésitez pas à utiliser les informations détaillées dans le rapport pour faire pression sur vos gouvernements.

### Lents progrès dans l'amélioration de l'éducation de la petite enfance, de l'enseignement maternel et de la santé

L'accès aux programmes d'éducation de la petite enfance s'est développé depuis 1999, mais on continue à observer d'importants



tantes disparités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Le rapport note que «ceux qui en tireraient le plus d'avantages sont aussi ceux qui ont le moins de chances d'y participer»<sup>1</sup>.

La pauvreté associée à une mauvaise alimentation et à une mauvaise santé continue à faire obstacle aux progrès dans l'éducation de la petite enfance<sup>2</sup>. Dans le monde, un enfant sur trois de moins de cinq ans, soit 195 millions d'enfants, souffre de malnutrition, laquelle provoque des dommages irréparables pour le développement de leurs compétences cognitives. La faim est un problème majeur, notamment en Asie du Sud, où 83 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Le RMS appelle les gouvernements nationaux et les donateurs à reconnaître que la santé des mères et des enfants est capitale pour que l'éducation progresse.

Le Rapport mondial de suivi 2011 apporte de nouvelles preuves que l'éducation des femmes – par l'accès à l'enseignement primaire et secondaire pour les filles, mais aussi grâce à une éducation ciblée à la santé maternelle – peut contribuer à prévenir les risques sanitaires potentiellement mortels pour les enfants et à réduire considérablement la mortalité infantile<sup>3</sup>. L'IE soutient fermement le message que le rapport adresse aux décideurs politiques, à savoir qu'un engagement plus fort envers l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation est nécessaire si l'on veut améliorer l'éducation et le bien-être de la petite enfance.

## 67 millions d'enfants toujours non scolarisés

Le Rapport mondial de suivi constate que, dans le monde, des progrès rapides ont été réalisés dans la voie de l'objectif d'enseignement primaire universel (EPU). En effet, depuis 1999, le nombre d'enfants non scolarisés a chuté de 39 millions<sup>4</sup>. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest ont enregistré les progrès les plus considérables dans la scolarisation des enfants. Néanmoins, bien que le nombre d'enfants non scolarisés continue à diminuer, les progrès

| <sup>1</sup>RMS, p.33 | <sup>2</sup>Ibid. p.33 | <sup>3</sup>Ibid. p.39 | <sup>4</sup>Ibid. p.46

**Figure 1.11 : La moitié des enfants non scolarisés du monde vivent dans 15 pays seulement**

*Effectifs d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui n'étaient pas scolarisés en 2008, choix de pays*



*Notes : les données pour l'Inde, le Nigéria et l'Afrique du Sud sont celles de 2007. Les pays cités dans la figure sont ceux qui comptent les effectifs les plus nombreux d'enfants non scolarisés.*

*Source : annexe, tableau statistique 5.*

RMS 2011, p.60

vers l'EPU sont lents et inégaux. En 2009, on recensait toujours plus de 67 millions d'enfants non scolarisés<sup>5</sup>. Si les tendances actuelles se poursuivent, près de 72 millions d'enfants ne seront toujours pas scolarisés en 2015.

Le RMS observe que «trois des facteurs de risque de non-scolarisation les plus fréquents étaient d'être une fille, d'être pauvre et de vivre dans un pays touché par un conflit»<sup>6</sup>.

La lutte contre l'abandon scolaire est un problème majeur. En effet, de nombreux enfants scolarisés n'achèvent pas l'enseignement primaire. Le rapport estime que rien qu'en Afrique subsaharienne, quelque 10 millions d'enfants ont abandonné l'école en 2007. La pauvreté des ménages, les inégalités tenant à la langue et à l'appartenance ethnique ainsi que les différences entre zones urbaines et zones rurales jouent toutes leur rôle dans les taux élevés d'abandon scolaire, de même que la mauvaise qualité de l'éducation dans des écoles aux classes surchargées, au matériel didactique inadapté et aux enseignants insuffisamment qualifiés et peu motivés.

Le Rapport mondial de suivi confirme les affirmations de l'IE selon lesquelles les programmes nationaux d'éducation doivent donner la priorité non seulement à la scolarisation, mais aussi à la lutte contre l'abandon scolaire et à la progression scolaire. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce qu'écoles et enseignants soient bien équipés et qualifiés pour dispenser une éducation de qualité. Des

| <sup>5</sup> RMS, p.45 | <sup>6</sup> Ibid. p.45



programmes éducatifs inclusifs doivent cibler les groupes marginalisés et vulnérables.

## Alphabétisation négligée des adultes et compétences inégales pour les jeunes

En 2008, 17 % de la population adulte mondiale ne possédaient pas les compétences élémentaires en lecture et en écriture, soit 796 millions de personnes, dont près des deux tiers sont des femmes. Les pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de l'Ouest et les États arabes comptent le plus grand nombre d'adultes analphabètes au monde. L'IE s'inquiète du faible niveau d'engagement politique envers l'alphabétisation des adultes et insiste sur l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie.

Le Rapport mondial de suivi constate que l'accès à l'enseignement secondaire et professionnel s'est amélioré, mais que de profondes inégalités demeurent entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci<sup>7</sup>. Il souligne ainsi que «les compétences que l'éducation permet d'acquérir sont fondamentales non seulement pour le bien-être des jeunes et des adultes, mais aussi pour l'emploi et la prospérité économique [...]»<sup>8</sup>. En particulier, le rapport observe que la crise économique mondiale a placé les compétences et l'apprentissage au centre des préoccupations éducatives. Les programmes d'enseignement et de formation professionnels et ceux qui offrent une seconde chance aux personnes qui n'ont pas eu la possibilité de se former auparavant peuvent contribuer à surmonter l'écart de compétences ainsi qu'à réduire le chômage des jeunes et la précarité.

L'IE considère que les besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes, notamment dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels, devraient bénéficier d'autant d'attention que les autres niveaux d'enseignement.

## La parité entre les sexes dans l'éducation reste un objectif éloigné

Si de nombreux progrès ont été réalisés dans le renforcement de la parité entre les sexes dans la scolarisation au niveau du primaire et du secondaire, les disparités entre les sexes sont loin d'avoir disparu. Des avancées en termes de parité ont été observées dans les États arabes, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, mais le rapport note que «bon nombre de pays pauvres n'atteindront pas cet objectif à moins qu'ils ne changent radicalement leurs politiques et leurs priorités en matière de planification de l'éducation»<sup>9</sup>. Selon le rapport, 69 pays n'ont pas atteint la parité entre les sexes en ce qui concerne la scolarisation dans le primaire.

Le Rapport mondial de suivi constate que les progrès dans la voie de la parité dans le secondaire sont sensiblement moindres qu'au niveau de l'enseignement primaire. L'IE considère que pour que les filles et les femmes bénéficient des mêmes chances que

| <sup>7</sup> RMS, p.59 | <sup>8</sup> Ibid. p.60 | <sup>9</sup> Ibid. p.59

les garçons et les hommes dans la société et sur le marché du travail, des interventions en faveur de la parité entre les sexes sont nécessaires à tous les niveaux de l'enseignement. Le RMS note, à juste titre, que les divisions entre les sexes dans le primaire et le secondaire renforcent des inégalités plus larges fondées sur le sexe et que «l'une des responsabilités majeures qui incombent aux chefs de gouvernement est de combattre les attitudes et les pratiques sociales qui portent atteinte à l'équité entre les sexes dans l'éducation»<sup>10</sup>.

### **Une éducation de qualité doit s'appuyer sur des enseignants qualifiés et en nombre suffisant**

La qualité de l'éducation reste médiocre dans de nombreux pays. La priorité accordée par les autorités au développement de la scolarisation dans le primaire et le secondaire s'est faite aux dépens de l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Le taux accru de scolarisation dans l'enseignement primaire n'est pas allé de pair avec des ressources adéquates pour les écoles et les salles de classe ni avec le recrutement d'enseignants qualifiés. L'IE soutient fermement la conclusion du rapport qui affirme que l'amélioration des résultats de l'apprentissage des enfants requiert des enseignants adéquatement formés, dotés de ressources appropriées et soutenus. Le rapport confirme le constat de l'IE selon lequel ces conditions ne sont actuellement pas remplies.

Le Rapport mondial de suivi estime à 1,9 million le nombre de postes d'enseignants supplémentaires qui doivent être créés pour parvenir à un enseignement primaire universel en 2015, pour combler l'écart entre l'offre et la demande d'enseignants et pour abaisser les ratios élèves/enseignants élevés. C'est en Afrique subsaharienne que la pénurie d'enseignants est la plus aiguë, mais toutes les régions éprouvent des difficultés à attirer et à retenir des enseignants qualifiés dans la profession. En outre, le rapport souligne la nécessité d'améliorer les conditions d'emploi des enseignants et la gouvernance scolaire afin de surmonter des problèmes tels que l'absentéisme des enseignants et de réduire les inégalités dans l'apprentissage.

### **Inégalité et marginalisation continues dans l'éducation et en dehors de celle-ci**

Des inégalités en termes de revenus, de genre, d'appartenance ethnique et autres continuent, à l'intérieur des pays, à faire obstacle à l'égalité des chances dans l'éducation et à l'achèvement de la scolarité obligatoire. Le rapport souscrit à la revendication de l'IE réclamant que les gouvernements renforcent les objectifs d'équité afin de supprimer les inégalités dans l'éducation et dans la société. Les enfants marginalisés et défavorisés par des facteurs tels que la pauvreté, le genre, l'origine ethnique et la langue ont besoin d'un soutien supplémentaire des enseignants et du système éducatif<sup>11</sup>.

| <sup>10</sup> RMS, p.59 | <sup>11</sup> Ibid. p.104



## Une éducation de qualité requiert des enseignants de qualité

L'IE se félicite de la conclusion du Rapport mondial de suivi: les enseignants comptent. L'IE se bat depuis longtemps pour faire reconnaître le rôle essentiel des enseignants dans une éducation publique équitable et de qualité pour tous.

L'IE souscrit à l'argument du RMS selon lequel «des progrès continus en direction d'une meilleure qualité de l'éducation supposent de doter toutes les écoles d'un nombre suffisant d'enseignants, convenablement formés, soutenus et motivés»<sup>12</sup>.

Malheureusement comme le souligne à propos le RMS, aucune de ces conditions n'est actuellement remplie. Aujourd'hui, ce sont 9,1 millions d'enseignants du primaire qui manquent dans le monde. Sur ce chiffre, 7,2 millions d'enseignants devront être recrutés pour remplacer les pertes dues à l'attrition (départs à la retraite, décès, démissions, etc.), tandis que 1,9 million de nouveaux postes devront être créés afin de réduire le rapport élèves/enseignants à 1 pour 40, voire moins. Cela signifie que 1,9 million d'enseignants supplémentaires devront être engagés pour atteindre l'objectif de l'enseignement primaire universel d'ici 2015.

Par ailleurs, des études réalisées par l'IE révèlent que la profession enseignante se déprofessionnalise et se précarise en raison du recours à des contrats de courte durée ou à durée déterminée. Plutôt que d'engager des enseignants qualifiés, de nombreux pays optent pour des «para-enseignants», des bénévoles ou des enseignants communautaires, ayant peu ou prou de formation professionnelle. La plupart des enseignants contractuels sont généralement moins payés que les enseignants permanents (environ 40 à 60 % de moins) et n'ont pas droit à une protection sociale, à une retraite ou à d'autres prestations sociales.

L'IE se rallie à la proposition du RMS, qui suggère que les pouvoirs publics doivent attirer davantage de personnes vers la profession enseignante, les y retenir et leur fournir les compétences et le soutien nécessaires. Depuis longtemps, l'IE répète que la forma-

| <sup>12</sup>RMS, p.59

tion initiale des enseignants, leur entrée dans la profession ainsi qu'une formation professionnelle continue et un soutien permanent sont essentiels pour améliorer la qualité des enseignants, de l'enseignement et de l'apprentissage. Il y a également lieu de faire en sorte que les enseignants soient dotés de ressources adéquates et dûment motivés par de meilleures conditions de travail.

L'IE et ses organisations membres maintiennent leur pression sur les organisations intergouvernementales et sur les gouvernements nationaux afin qu'ils investissent dans les enseignants et dans une éducation de qualité et continuent à collaborer étroitement avec des organisations de la société civile pour inciter les pouvoirs publics à respecter et à garantir le droit à l'éducation de chaque enfant, de chaque jeune et de chaque adulte.

L'IE continue à promouvoir la qualité des enseignants et de l'enseignement par diverses initiatives et interventions, comme le projet «Éducateurs de qualité pour tous» (Quality-Ed), une initiative conjointe de l'IE et d'Oxfam Novib (Pays-Bas). Ce projet a pour but de promouvoir une formation initiale de grande qualité et la certification d'enseignants non qualifiés ou insuffisamment qualifiés, à la fois dans l'éducation formelle et non formelle, et de faire en sorte qu'ils soient engagés en tant qu'enseignants réguliers. Le projet Quality-Ed défend le développement professionnel, des salaires décentes et de meilleures conditions de travail pour les enseignants.

Deux projets pilotes menés en Ouganda et au Mali ont abouti à l'élaboration d'un profil de compétences de l'enseignant, à l'issue d'un processus inclusif qui a fait intervenir le ministère de l'Éducation, les centres de formation des enseignants (dont des universités), des syndicats d'enseignants, des organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes. Les deux partenaires ont également commandé une étude sur les compétences des enseignants et les normes en la matière et ont décidé d'élaborer une «trousse à outils» ou des lignes directrices destinées aux syndicats d'enseignants et à d'autres parties prenantes et partenaires au niveau national.

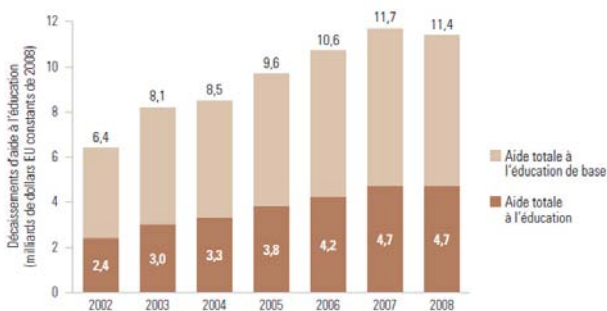
L'IE continuera à défendre la profession enseignante et à œuvrer pour l'amélioration de son statut, ainsi que pour des enseignants, un enseignement et un apprentissage de qualité.



## Le déficit de financement de l'éducation demeure important

Le Rapport mondial de suivi 2011 confirme que le financement de l'Éducation pour tous est menacé. Globalement, l'aide à l'enseignement élémentaire a doublé depuis 2002 pour atteindre 4,7 milliards de dollars EU et a contribué à soutenir les progrès dans la voie de l'Éducation pour tous. Cependant, les niveaux actuels de l'aide sont bien en-deçà des 16 milliards de dollars EU nécessaires chaque année pour combler le déficit de financement extérieur dans les pays à faible revenu. L'aide au développement consacrée à l'éducation de base stagne depuis 2007. En 2008, dans les pays d'Afrique subsaharienne, cette aide a baissé de près de 6 % par

**Figure 7 : Les décaissements d'aide à l'éducation de base ont cessé de croître en 2008**  
Décaissements d'aide à l'éducation, 2002-2008



Source : voir figure 2.8 du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011.

Résumé du rapport RMS 2011, p.21

enfant en âge d'être scolarisé dans le primaire. À moins de cinq ans de la date butoir de 2015, les gouvernements nationaux et les donateurs doivent redoubler d'efforts pour combler le déficit de financement de l'Éducation pour tous.

Bien que les dépenses nationales pour l'éducation aient progressé, cela ne suffit pas. Alors que les pays à faible revenu ont augmenté la part des recettes nationales consacrées à l'éducation, qui sont passées de 2,9 à 3,8 % depuis 1999, certaines régions et pays continuent à négliger l'éducation. L'Asie centrale et l'Asie du Sud et de l'Ouest sont les régions qui investissent le moins dans l'éduca-

tion. En mobilisant davantage de recettes et en s'engageant plus fermement envers l'éducation, les pays à faible revenu pourraient porter les dépenses consacrées à l'Éducation pour tous de 12 à 19 milliards de dollars EU annuellement, soit une hausse équivalant à environ 0,7 % du PNB.

Le déficit de financement de l'EPT s'explique principalement par trois raisons:

Tout d'abord, la crise économique mondiale, qui affecte le financement de l'éducation. Elle a en effet accru la pression sur les budgets nationaux, en sapant les efforts de bon nombre des pays les plus pauvres du monde pour financer des plans d'éducation. Sept des dix-huit pays à bas revenu étudiés dans le rapport ont réduit les dépenses consacrées à l'éducation en 2009. Ces pays comptaient 3,7 millions d'enfants non scolarisés. Par ailleurs, les budgets d'aide des pays donateurs sont également soumis à des pressions.

Ensuite, les conflits armés détournent des fonds de l'éducation vers les dépenses militaires. Vingt et un pays en développement, dont l'Afghanistan, l'Angola, le Yémen, le Vietnam, le Kirghizstan, la République démocratique du Congo et le Burundi, dépensent actuellement plus pour acheter des armes que pour les écoles primaires. Si ces pays réduisaient de 10 % leurs dépenses militaires, ils pourraient scolariser 9,5 millions d'enfants supplémentaires. Les dépenses militaires détournent également des ressources d'aide. Six jours de dépenses militaires des donateurs suffiraient à combler le déficit de financement extérieur de 16 milliards de dollars EU de l'Éducation pour tous.

Le budget militaire représente deux fois le budget de l'enseignement primaire en Éthiopie, quatre fois celui du Tchad et sept fois celui du Pakistan.

Un conflit armé transfère aussi la responsabilité du financement de l'éducation du gouvernement aux familles. En République démocratique du Congo, les parents paient des frais de scolarité non seulement pour les écoles, mais aussi pour financer l'administration et la gestion de l'ensemble du système.

Enfin, le Rapport mondial de suivi considère que l'éducation devrait constituer un pilier essentiel de l'aide humanitaire. Lorsque les niveaux d'aide ne sont pas à la hauteur des demandes, le rapport explique qu'ils devraient s'additionner par le biais de mécanismes de financement conjoint. Le rapport propose ainsi de porter à 2 milliards de dollars EU le financement de ces mécanismes.

Les pays donateurs n'ont pas respecté leurs engagements. L'éducation ne représente que 2 % à peine de l'aide humanitaire. Et aucun secteur ne reçoit une part plus réduite des appels à l'aide humanitaire. Ainsi, 38 % seulement des demandes d'aide pour

l'éducation reçoivent une réponse, ce qui équivaut à environ la moitié de la moyenne de tous les autres secteurs.

L'IE met en garde contre le recours aux mécanismes novateurs suggérés par le Rapport mondial de suivi pour combler le déficit de financement de l'EPT. Le rapport recommande, notamment, la mise en place d'une Facilité internationale de financement pour l'éducation, en affirmant qu'elle pourrait aider les donateurs à mobiliser des ressources nouvelles dans une conjoncture économique difficile. L'émission d'obligations pourrait mobiliser de 3 à 4 milliards de dollars EU par an pour l'éducation entre 2011 et 2015. Une autre proposition consiste à prélever une taxe de 0,5 % sur les transactions de téléphonie mobile en Europe afin de récolter chaque année 894 millions de dollars EU par an. L'IE appelle les gouvernements à réaffirmer leurs engagements envers le financement de l'EPT et à les mettre en œuvre et met en garde contre une dépendance excessive envers ce type de nouveaux mécanismes. Bien que l'émission d'obligations et l'imposition de nouvelles taxes, comme la taxe sur les transactions financières que soutient l'IE, puissent alléger les contraintes budgétaires actuelles, ces mesures n'offriront pas une viabilité à long terme. En outre, elles pourraient avoir pour résultat de remplacer la responsabilité de l'aide par un modèle de financement de l'aide fondé sur le marché.

L'IE se rallie fermement à l'appel lancé par le RMS pour donner à l'éducation de base une priorité élevée. En effet, les donateurs soulignent souvent l'importance d'aligner les priorités des gouvernements des pays en développement en matière de dépenses publiques sur les engagements envers l'Éducation pour tous. Néanmoins, ils doivent eux aussi respecter ce principe. Si tous les donateurs dépensaient au moins la moitié de leur aide pour l'éducation de base (la moyenne actuelle se situant à 41 %), ils pourraient mobiliser 1,7 milliard de dollars EU supplémentaires par an.

## Que pouvez-vous faire?

Les organisations d'enseignants peuvent utiliser les données du RMS pour plaider pour un changement dans le financement d'une éducation publique de qualité, notamment par le biais d'une aide au développement pour l'éducation de base qui stagne depuis 2007.

Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter au chapitre pertinent du Rapport mondial de suivi en cliquant sur le lien ci-dessous:

<http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2011-part1-ch2-fr.pdf>



## Conflit armé et éducation

Trois chapitres du Rapport mondial de suivi sont consacrés aux effets dévastateurs d'un conflit armé sur l'éducation, puisque dans les pays touchés par un conflit, 42 % des enfants ne sont pas scolarisés. Le rapport analyse l'incidence des attaques contre les écoles et les violences à l'égard des enfants et des enseignants, ainsi que la manière dont les opportunités d'éducation perdues renforcent la pauvreté, le chômage et la marginalisation qui alimentent de nombreux conflits. Étant donné qu'il se concentre sur les pays touchés par un conflit armé, le Rapport mondial de suivi omet de parler des attaques subtiles impliquant des acteurs étatiques, qui ciblent essentiellement l'enseignement supérieur et ses enseignants. Les membres de l'IE rapportent que ces attaques dirigées principalement contre des enseignants syndiqués, qui défendent la liberté académique, ainsi que des programmes de cours et une langue d'enseignement plus inclusifs ou qui font état de corruption dans l'éducation, sont insidieuses et surviennent tout autant dans des situations non conflictuelles que dans le cadre de conflits armés.

Certes, le Cadre d'action de Dakar pour l'Éducation pour tous a reconnu qu'un conflit armé est un obstacle majeur aux progrès en matière d'éducation, mais les données présentées dans ce Rapport mondial de suivi prouvent que les conséquences d'un conflit armé sur l'éducation ont été sous-estimées et qu'une attention insuffisante a été accordée à l'élaboration de stratégies en la matière.

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE, conclut: «Un conflit armé détruit non seulement les infrastructures scolaires, mais aussi les espoirs et le potentiel de générations d'enfants et d'enseignants dans une mesure largement méconnue. Le tableau d'ensemble fait apparaître un large mépris pour les droits fondamentaux des enfants et des enseignants et pour le caractère sanctuaire des écoles, ce qui a des répercussions directes sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation. Le message délivré par ce rapport est que le respect du droit à l'éducation doit être renforcé et l'éducation





**Tableau 3.2 :**  
**Pays touchés par**  
**un conflit, 1999-2008**

16 pays à faible revenu	14 pays à revenu moyen inférieur
Afghanistan*	Angola
Burundi*	Côte d'Ivoire
Rép. centrafricaine*	Géorgie*
Tchad*	Inde*
D. R. Congo*	Indonésie
Érythrée	Irak*
Éthiopie*	Nigéria*
Guinée	Pakistan*
Libéria	T. palestinien o.*
Myanmar	Philippines*
Népal*	Sri Lanka*
Rwanda	Soudan*
Sierra Leone	Thaïlande*
Somalie*	Timor-Leste*
Ouganda*	
Yémen*	
	5 pays à revenu moyen supérieur
	Algérie*
	Colombie*
	Féd. de Russie*
	Serbie
	Turquie*
	<b>Total 35 pays</b>

\* Dénote un conflit en cours ou récent (où il y a eu 200 décès liés aux combats au cours de 1 année au moins entre 2006 et 2008).  
*Source* : Strand et Dahl (2010).

RMS (Rapport complet) p.155

doit occuper une place bien plus centrale dans les préoccupations internationales, y compris en ce qui concerne les investissements et le contenu».

## «L'éducation dans les conflits armés: la spirale meurtrière»

Le Rapport mondial de suivi met en évidence la manière dont un conflit détruit les possibilités d'éducation de millions d'enfants et d'adultes, car la plupart des victimes sont frappées en dehors du champ de bataille. Le chapitre 3 identifie les mécanismes de destruction, comme le ciblage des élèves et des enseignants que l'État et les acteurs non étatiques considèrent comme une cible légitime dans la stratégie militaire, en violation flagrante du droit international. De ce fait, les élèves ont de plus en plus peur d'aller à l'école, les enseignants de donner cours et les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Le rapport présente graphiquement l'impact d'un conflit violent sur l'éducation dans les trente-cinq pays identifiés comme touchés par un conflit armé. Le rapport souligne également, tout au long de ses quelque 300 pages, le dévouement et le courage remarquables des enseignants.

Le rapport explique aussi qu'une éducation inadaptée peut contribuer à attiser le conflit en encourageant l'intolérance, les préjugés et l'injustice. Il montre comment, alors que les systèmes d'éducation possèdent le potentiel pour être un vecteur puissant de paix, de réconciliation et de prévention des conflits, ils alimentent parfois la violence parce que l'accès à l'éducation est trop limité ou trop inégal ou quand lorsque l'éducation sert à renforcer une domination ou une ségrégation ethnique, culturelle ou religieuse. Le rapport cite l'exemple de la Côte d'Ivoire pour montrer comment des initiatives de subventions scolaires ont renforcé la séparation Sud-Nord<sup>13</sup>. Il donne d'autres exemples où l'imposition des langues dominantes par le système scolaire est source de discordes et renforce des inégalités sociales et culturelles plus larges, comme au Bangladesh, en Turquie, au Népal, en Thaïlande, au Pakistan et, par le passé, en Afrique du Sud et en Algérie<sup>14</sup>.

Le Rapport mondial de suivi se penche sur les contrastes frappants entre, d'une part, la richesse provenant, par exemple, de l'exploitation de minerais ou du détournement de sommes considérables vers des dépenses militaires d'armement et, d'autre part, l'état désastreux des salles de classe, le faible niveau de l'éducation et le taux élevé de pauvreté, arguant que cette situation peut engendrer un sentiment profond de discrimination.

Le rapport défend l'idée que la violence à l'égard des enfants scolarisés a un impact considérable sur la participation à l'éducation et sur les résultats éducatifs, mais augmente aussi le risque que les enfants eux-mêmes se comportent de manière agressive et s'engagent dans des activités criminelles. Les données en provenance de plusieurs pays montrent que la violence à l'école peut devenir un élément qui alimente le cycle des conflits. L'un de ces pays est la Colombie<sup>15</sup>, où la FECODE, un affilié de l'IE, rappelle inlassablement que les écoles doivent être des havres de paix.

Enfin, le chapitre 3 analyse l'aide internationale et montre que l'aide actuelle est insuffisante et qu'une analyse inadéquate ou

| <sup>13</sup> RMS, p.189, Box 3.7 | <sup>14</sup> Ibid. p.190 | <sup>15</sup> Ibid. p.191

inadaptée par les donateurs peut renforcer des formes de discrimination et exacerber les causes de conflit<sup>16</sup>. Le Rapport mondial de suivi affirme également que l'éducation devrait être au cœur de l'aide humanitaire. Le rapport met en lumière plusieurs situations humanitaires, en République démocratique du Congo, au Pakistan, au Tchad, en Birmanie, en Afghanistan et en République centrafricaine, «où tout manque, mais où les élèves sont enthousiastes et les enseignants dévoués»<sup>17</sup>.

## **Le chapitre 4 «Faire valoir les droits de l'homme»**

appelle les gouvernements et la communauté internationale à offrir une protection plus grande des enfants, des enseignants, des civils et des écoles en cas de conflit. Alors qu'il existe un vaste ensemble d'instruments internationaux (lois, règles et normes) de défense des droits de l'homme, destinés à protéger les enfants et les autres civils pris au piège d'un conflit armé, l'impunité prévaut et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies visant à protéger les enfants et l'éducation en cas de conflit sont, dans une large mesure, ignorées.

Ce chapitre, qui déplore que le suivi actuel, aussi partiel et fragmentaire fût-il, sous-estime tout à la fois l'ampleur et l'intensité des violations des droits de l'homme, énonce des stratégies, comme des enquêtes rigoureuses sur ces violations, des poursuites et l'application de sanctions contre les auteurs étatiques et non étatiques responsables de ces violations (voir «Une stratégie pour le changement»).

## **Le chapitre 5 «Reconstruire l'éducation: saisir la chance que représente la paix»**

préconise l'intégration de l'éducation dans la stratégie plus vaste de consolidation de la paix. Une refonte des politiques en matière de programmes scolaires et de choix de la langue d'enseignement peut contribuer à libérer le potentiel de l'éducation pour construire des sociétés plus pacifiques, tolérantes et inclusives<sup>18</sup>.

Le recrutement d'enseignants prévu dans les stratégies éducatives à l'issue des conflits nécessite des stratégies à long terme. Le Rapport mondial de suivi expose certaines stratégies de transition destinées à former et à déployer des enseignants, qui ont été appliquées en Sierra Leone et au Liberia<sup>19</sup>.

Pour de plus amples informations sur l'éducation dans les conflits armés, suivez le lien ci-dessous:

<http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2011-part1-ch2-fr.pdf>

| <sup>16</sup> RMS, p.204 | <sup>17</sup> Ibid., p.225 | <sup>18</sup> GMR, p.257 | <sup>19</sup> Ibid. p.253

## L'IE défend l'éducation, les écoles, les enseignants et les élèves

Depuis l'adoption d'une recommandation du Bureau exécutif de l'IE en 2008 sur «L'éducation prise pour cible et la persécution des enseignant(e)s», l'IE a lancé de multiples initiatives de cohésion afin d'exhorter la communauté internationale à empêcher les violations du droit à l'éducation, à garantir la sécurité et la sûreté des enseignants, des apprenants et du personnel universitaire partout dans le monde, à renforcer le droit international et à mettre un terme à l'impunité.

### Déclaration de l'IE «Les établissements scolaires doivent être des havres de paix»

En 2009, l'IE a adopté une déclaration intitulée «Les établissements scolaires doivent être des havres de paix»<sup>20</sup>, qui contient sept articles, lançant chacun à la communauté internationale un appel à l'action, à savoir: 1) réaffirmer l'engagement de respecter le principe du droit à l'éducation en toute sécurité; 2) prendre des mesures concrètes en vue d'assurer la protection; 3) mettre fin à l'impunité qui entoure les actes de violence à l'encontre des élèves, des enseignants et des enseignantes, du personnel universitaire, de l'ensemble des autres membres du personnel de l'éducation et des infrastructures éducatives; 4) renforcer le contrôle des attaques et les mesures pour mettre un terme à l'impunité; 5) accorder la priorité à l'action et échanger les expériences en termes de résilience et de reconstruction; 6) faire de l'éducation un agent de la paix et 7) soutenir les campagnes de solidarité.

Les syndicats d'enseignants de Colombie, d'Australie et du Canada, notamment, ont déjà inclus la déclaration de l'IE dans leur programme de travail.

En septembre 2009, le rapport de l'IE au CEART a souligné l'augmentation du nombre d'attaques à l'encontre des enseignants et du personnel universitaire. Ce rapport de l'IE<sup>21</sup> concluait que cette violence permanente contre des professionnels de l'enseignement et des intellectuels n'est pas justifiée et sape la démocratie et le bien-être des sociétés dans des lieux comme les écoles, où les individus sont extrêmement vulnérables.

En 2010, le thème de la Journée mondiale des enseignants «La reconstruction commence par les enseignants» abordait également la question de la protection de l'éducation dans les situations de fragilité et de conflit. Le communiqué de la Journée mondiale des enseignants insistait sur le fait que les enseignants garantissent la continuité de l'éducation, à la fois pendant et après des catastrophes naturelles et d'autres crises. Ils offrent un soutien psychosocial absolument indispensable pour atténuer le traumatisme des enfants et des jeunes qui ont vécu une violence extrême ou ont survécu à la destruction de leur maison et à la perte de membres de leur famille. Après une catastrophe, le meilleur moyen dont dis-

| <sup>20</sup> Rapport de l'IE au CEART | <sup>21</sup> Réf. à la déclaration de l'IE pour la JME 2010

posent les gouvernements pour montrer leur volonté de paix et de développement consiste à investir dans une éducation de qualité, ce qui ne peut se faire sans les enseignants<sup>22</sup>.

La déclaration et son dépliant sont de bons outils pour exposer les inquiétudes que suscitent les attaques à l'encontre des enseignants dans le cadre de la nouvelle Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA).

## La «Global Coalition on Protecting Education from Attacks» (GCPEA)

Considérant que les attaques contre l'éducation et la persécution des enseignants, des enfants et des syndicalistes méritent de figurer au cœur de l'action internationale, l'IE a conclu un partenariat avec deux agences des Nations unies, l'UNESCO et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres organisations de la société civile.

L'IE collabore étroitement avec l'UNESCO afin de documenter les études globales de l'UNESCO «Education Under Attack» (mai 2007 et février 2010). L'IE a également pris une part active à un séminaire d'experts internationaux parrainé par l'UNESCO, qui a rassemblé quelque 70 experts spécialisés dans l'éducation dans des situations d'urgence, en droit humanitaire international et en droits fondamentaux, ainsi qu'en protection de l'enfance. Les participants ont appelé à une prévention, une réponse et une recherche renforcées sur la nature, l'étendue et les motifs des attaques et sur leur impact à long terme. Ce séminaire a abouti à la création d'une nouvelle coalition mondiale interdisciplinaire pour la protection de l'éducation contre les attaques. Depuis la mise en place de la GCPEA en février 2010, l'IE est membre du comité directeur de la coalition, aux côtés de représentants du Conseil d'aide aux universitaires réfugiés (CARA), d'Education Above All, de Human Rights Watch, de Save the Children, de l'UNESCO et de l'UNICEF.

Cette coalition a pour but d'améliorer les connaissances et la compréhension et de sensibiliser les acteurs clés aux attaques contre l'éducation, d'entretenir le soutien du public envers une éducation sûre, de renforcer les dispositions visant à protéger les parties prenantes à l'éducation, de consolider les normes internationales et d'améliorer les systèmes existants de suivi et de rapport et la responsabilité.

Dans le cadre du mandat qui lui a été confié par le Bureau exécutif et conformément aux lacunes identifiées par la GCPEA en matière de connaissances, l'IE collabore avec d'autres partenaires à une étude de faisabilité en vue de mettre en place des mécanismes internationaux de suivi, tels que celui suggéré par le Rapport mondial de suivi dans sa Stratégie pour le changement<sup>23</sup>.

| <sup>22</sup> UNESCO, "Education UNder Attack", 2010 | <sup>23</sup> RMS p.286

## Que peuvent faire les organisations d'enseignants?

Outre l'utilisation de l'ensemble des données, des chiffres, des études et des preuves rassemblés par le Rapport mondial de suivi pour étayer leur position dans les négociations avec les gouvernements et les parties prenantes à l'éducation, les organisations d'enseignants peuvent aussi développer des réponses programmatiques aux attaques contre les écoles, les enseignants et les enfants.

### Ratification et application des instruments du droit international

Les organisations d'enseignants des pays qui n'ont pas encore ratifié le protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant pourraient faire pression afin qu'il soit ratifié et mis en œuvre. Ces campagnes sont particulièrement importantes dans des pays comme la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, Haïti, le Pakistan et la Somalie, où les attaques contre les écoles, le recrutement de mineurs, la violence à l'égard des civils, ainsi que le viol généralisé et d'autres violences sexuelles, sont rapportés.

### Mécanismes de rapport

Une structure efficace de rapport est le mécanisme de surveillance et de communication de l'information ou MRM, mis en place par le Conseil de sécurité des Nations unies. Il n'englobe pas encore les attaques contre les écoles, mais il insiste sur la violence à l'égard des enfants dans les conflits armés. Le MRM couvre actuellement 22 «situations préoccupantes»: l'Afghanistan, la Birmanie, la République démocratique du Congo, Haïti, l'Inde (États du centre et de l'est), l'Irak, le Liban, le Népal, les Territoires palestiniens occupés-Israël, le Pakistan (nord et ouest), les Philippines, le Sri Lanka, la Somalie, le Soudan, la Thaïlande, l'Ouganda et le Yémen. Les organisations d'enseignants de ces pays peuvent présenter des rapports au MRM soit directement, soit par l'entremise de l'IE.

Les organisations d'enseignants peuvent également plaider pour qu'il soit mis fin à la culture de l'impunité, notamment la conspiration du silence qui entoure les viols et les violences sexuelles, en soutenant la création d'une commission internationale sur le viol et la violence sexuelle, sous la direction d'ONU Femmes.



## Relever le défi de l'EPT

Moins de quatre ans avant l'échéance de 2015, c'est la déroute et le monde n'est pas en passe de réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous et les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation. Le financement inadéquat de l'éducation, les pénuries d'enseignants, les problèmes de qualité et d'équité comptent toujours au nombre des principaux défis qui doivent être relevés pour atteindre l'EPT. La violence et les conflits armés se poursuivent sans relâche dans un certain nombre de pays, semant la peur et forçant de nombreux élèves et enseignants à abandonner les écoles. L'IE exhorte donc les gouvernements et la communauté internationale à renouveler leur engagement envers une éducation de qualité pour tous et envers les OMD en investissant davantage dans les enseignants et les apprenants. Les donateurs doivent renouveler leurs promesses d'aide en comblant le déficit annuel de 16 milliards de dollars EU du financement de l'éducation. Les gouvernements et la communauté internationale doivent protéger les écoles, les apprenants et les éducateurs contre les attaques et utiliser la situation d'après-conflit comme une occasion de mettre en place un meilleur système d'éducation et de résoudre des problèmes qui existent depuis longtemps.

En tant que défenseurs des droits de l'homme, des droits de l'enfant et des droits syndicaux, les syndicats d'enseignants doivent être à l'avant-garde de la campagne en faveur de la protection de l'éducation, des écoles, des élèves et des enseignants contre les attaques dont ils sont la cible. L'IE invite instamment ses organisations membres à continuer à soutenir et à défendre les droits de leurs collègues et des élèves touchés par la violence et les conflits et à faire pression afin que le droit international en matière de droits de l'homme soit pleinement appliqué. Comme le Rapport mondial de suivi l'affirme à juste titre dans ses conclusions, l'éducation peut être un moteur fort de la consolidation de la paix et peut contribuer à briser le cercle vicieux des conflits armés et de la pauvreté et à remplacer la peur par l'espoir<sup>24</sup>. Les enseignants et les syndicats de l'éducation peuvent apporter leur pierre à la paix et à une coexistence harmonieuse.

| <sup>24</sup>RMS p.285

Pour des millions d'enfants à travers le monde, le noble concept d'une instruction publique gratuite universelle demeure une promesse non tenue.

**Un progrès réel n'est possible qu'au travers d'un dialogue régulier et conséquent entre les décideurs gouvernementaux et les syndicats d'enseignants et de travailleurs de l'éducation à travers le monde.**



## Internationale de l'Éducation

est la Fédération syndicale mondiale qui représente 30 millions d'enseignants et membres du personnel de l'éducation, du niveau préscolaire au niveau universitaire, dans 171 pays et territoires.

### Siège

5, Bd du Roi Albert II  
1210 Bruxelles, Belgique  
Tél. +32 2 224 06 11  
Fax +32 2 224 06 06  
[headoffice@ei-ie.org](mailto:headoffice@ei-ie.org)  
<http://www.ei-ie.org>